

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 15 – du 10 avril au 16 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

## ZOOM : LA SYRIE ÉPARGNÉE PAR LE CONFLIT MAIS NÉANMOINS IMPACTÉE

Pour une fois dans son histoire mouvementée, **la Syrie n'est pas directement touchée par le conflit qui sévit au Moyen-Orient depuis la fin du mois de février 2026**. Elle n'est pas concernée militairement par le conflit : elle n'est ni visée par l'Iran ou Israël, ni belligérante, malgré une présence militaire américaine sur trois points (bases al-Tanf, al-Shadadi vers Hassakeh, Rumeilan). Elle cherche par ailleurs à se ménager une position pro-diplomatie : les autorités de transition d'A. al-Charaa ont ainsi condamné les attaques de l'Iran contre KSA, les Émirats, Bahreïn, le Qatar, Koweït et la Jordanie.

**LE CHIFFRE À RETENIR**

**10,5 Mds \$**

**BUDGET 2026**

**Toutefois, la Syrie subit les conséquences indirectes du conflit.** Il s'agit d'abord d'un choc énergétique important. Pour le gaz, l'approvisionnement est compliqué : du fait de l'arrêt de l'approvisionnement d'Israël vers l'Égypte ou la Jordanie tout au long du mois de mars 2026, l'apport en Syrie a diminué. Pour le pétrole, du fait de la quasi-fermeture du détroit d'Hormuz, les réserves ont également diminué. En conséquence, des coupures d'électricité nombreuses ont lieu dans les villes syriennes, dans le contexte d'un réseau électrique déjà lourdement dégradé. Il s'agit également de l'afflux des réfugiés, Syriens qui se trouvaient auparavant au Liban ou même Libanais qui fuient le pays en guerre : plus d'1,2 million de personnes auraient ainsi traversé la frontière entre les deux pays depuis le début du conflit.

**En termes macroéconomiques, cette situation dégrade des indicateurs qui commençaient à redémarrer.** L'inflation importée connaît un niveau significatif, qui a été évalué par certains instituts à au moins 50 % pour un panier alimentaire moyen au mois de mars, en glissement annuel. L'augmentation de la population, continue depuis la chute du précédent régime en décembre 2024 et qui s'accroît avec l'afflux de réfugiés, diminue mécaniquement le PIB par habitant, même si les indications d'A. al-Charaa lors des annonces de l'aïd al-Fitr, à la fin du mois de mars 2026, sont positives : le PIB en 2025 se serait selon lui accru de 30 à 35 % par rapport à 2024. Il faut toutefois prendre cet ordre de grandeur, qui traduit une dynamique bien réelle, avec d'importantes précautions.

**De manière globale, les autorités de transition se montrent rassurantes envers la population et confiantes dans les perspectives du conflit.** L'exécution budgétaire de l'année 2025 aurait permis de dégager pour la première fois un excédent d'environ 46 M USD, certes léger mais réel. Le budget pour 2026 s'établirait au niveau record de 10,5 Mds USD, à mettre en regard des dépenses pour l'année 2025 d'environ 3,5 Mds USD, soit une augmentation d'un facteur 3.

**De fait, la Syrie pourrait profiter du conflit.** Sa position géographique donne au pays des avantages réels s'agissant des connectivités et des flux. L'Irak a ainsi cherché à diversifier ses débouchés en faisant transiter sa production d'hydrocarbures par la Syrie, comme en témoigne le convoi de près de 300 camions-citernes transitant par le poste d'al-Tanf pour rejoindre la raffinerie et le terminal pétrolier de Banyas au début du mois d'avril. Des perspectives de moyen terme se dessinent, à l'instar des projets de finalisation de l'*Arab Gas Pipeline* ou des transports ferroviaires dans le pays.

**Il n'en reste pas moins que d'importantes incertitudes demeurent.** Le conflit est régional, et touche des États qui sont censés être moteurs dans le redressement de la Syrie : contrairement aux annonces et aux tendances observées ces derniers mois, il se pourrait ainsi que les financements provenant d'Arabie saoudite ou du Qatar ralentissent à court/moyen terme. Les bailleurs multilatéraux vont également devoir apporter de l'aide d'urgence aux pays de la région, ce qui pourrait avoir un effet d'éviction sur les enveloppes dédiées à la Syrie. Au-delà des effets économiques, le conflit pourrait donc réduire les perspectives financières de la Syrie, qui devrait alors revoir le modèle de redressement que ses autorités avaient élaboré tout au long de l'année 2025.

**Service Économique Régional de Beyrouth**

## ÉGYPTE

### 1. APRÈS MOODY'S, S&P CONFIRME LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE À « B/B » TANDIS QUE LE FMI RÉVISE LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE L'ÉGYPTE

Le 10 avril, [l'agence S&P Global](#) a confirmé la note souveraine de l'Égypte à « B/B » avec perspective stable - après une décision similaire de [Moody's](#) (Caa1, perspective positive) - soulignant un équilibre entre les perspectives de croissance à moyen terme et la poursuite des réformes, malgré un environnement externe dégradé. Cette décision s'appuie notamment sur le renforcement des réserves internationales (52,8 Mds USD en mars 2026) et une position nette en actifs extérieurs du secteur bancaire record (30 Mds USD), ainsi que sur le maintien d'un régime de change flexible, malgré une dépréciation de la livre d'environ 13 % depuis le début du conflit régional. Toutefois, S&P met en garde contre des vulnérabilités persistantes, liées à l'exposition aux chocs géopolitiques, à la volatilité des flux de capitaux (près de 10 Mds USD de sorties en un mois) et à la dépendance aux importations énergétiques et alimentaires. Le déficit courant est ainsi attendu en hausse à 4,8 % du PIB en 2025/26, tandis que les besoins de financement restent élevés (au-delà de 40 % du PIB). Si la trajectoire de la dette publique demeure orientée à la baisse (89 % du PIB attendus en 2025/26), soutenue par les réformes et les financements des pays du Golfe, toute remise en cause des réformes, en particulier sur le change, ou un creusement des déséquilibres macroéconomiques pourrait entraîner une dégradation de la note. Dans le même temps, [le FMI](#) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Égypte, à 4,2 % pour 2025/26 (contre 4,7 % en janvier) et à 4,8 % pour l'exercice suivant (contre 5,4 % précédemment).

### 2. ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN MARS

[L'inflation annuelle urbaine](#) a accéléré pour le deuxième mois consécutif à 15,2 % en mars 2026 (contre 13,4 % en février), dépassant les anticipations du marché, sous l'effet combiné des tensions géopolitiques, de la hausse des prix de l'énergie et de la dépréciation de la livre égyptienne. En glissement mensuel, l'inflation a atteint 3,2 %, tirée notamment par la forte progression des prix alimentaires (+4,8 %), en particulier des légumes (+21,6 %), ainsi que par la

hausse des coûts de transport et d'énergie (+8,6 % pour les carburants et l'électricité). Ces dynamiques reflètent à la fois la transmission des hausses des prix mondiaux et les ajustements intérieurs, notamment la revalorisation des prix des carburants (+14 à +30 % en mars). Les pressions inflationnistes devraient se poursuivre à court terme, portées par de nouvelles hausses attendues des tarifs de l'électricité et par les effets différés des coûts de transport. Selon [EFG Hermes](#), l'inflation pourrait atteindre près de 16 % en avril et se maintenir dans une fourchette de 15-17 % à court terme, avec un reflux graduel envisagé en fin d'année sous réserve d'une stabilisation régionale. Dans ce contexte, la Banque centrale devrait maintenir une politique monétaire restrictive.

### 3. FORTE HAUSSE DES LIVRAISONS LOCALES DE BLÉ AVANT LA CAMPAGNE 2026

Les livraisons locales de blé ont augmenté de 117 % en amont du lancement officiel de la campagne 2026, atteignant 1,84 Mt à mi-avril (contre 846 500 tonnes un an plus tôt), signalant un démarrage particulièrement dynamique de la collecte. Cette progression, portée à la fois par des volumes déjà stockés (810 600 tonnes) et par les achats en cours (1,02 Mt), reflète l'efficacité des mesures incitatives mises en place par les autorités, notamment la revalorisation du prix d'achat public à 2 500 EGP par ardeb, la simplification des procédures et l'accélération des paiements aux agriculteurs. Le déploiement de points de collecte à proximité des zones agricoles et l'amélioration de la liquidité ont également contribué à accroître la participation et à limiter les pertes post-récolte. Dans ce contexte, les autorités visent des volumes compris entre 4 et 5 Mt sur l'ensemble de la campagne (mi-avril à mi-août), contre environ 3,5 Mt en 2025, dans un objectif de renforcement de la sécurité alimentaire face à la volatilité des marchés internationaux. Malgré cette dynamique, l'Égypte devrait continuer à importer entre 12,5 et 13 Mt de blé en 2026/27 pour couvrir ses besoins.

### 4. ASSOULISSEMENT DU CADRE D'IMPLANTATION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Le ministère de l'Industrie a [élargi](#) de 17 à 65 le nombre d'activités industrielles autorisées à opérer en dehors des zones industrielles dédiées, tout en maintenant le principe d'interdiction hors zones aménagées. Des

dérogations sont désormais possibles pour des projets situés hors zones urbaines et présentant un faible impact environnemental, sous réserve d'approbation des autorités compétentes et du respect des normes fixées par la *General Authority for Industrial Development*. Cette réforme vise à simplifier les procédures et à soutenir l'investissement, en particulier dans les petites industries et les activités manufacturières légères (agroalimentaire, matériaux, produits de consommation). Elle pourrait favoriser une diffusion plus large de l'activité industrielle sur le territoire, notamment dans les zones périphériques. Les licences existantes sont maintenues et pourront être étendues sous conditions, tandis que leur retrait reste possible en cas de non-conformité.

#### **5. PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES À GEBEL EL GALALA**

Le gouvernement égyptien [étudie](#) le développement de quatre projets d'énergies renouvelables à Gebel El Galala, combinant éolien et solaire, dans le cadre de son objectif de porter à 45 % la part des renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2028. Le site présente des conditions particulièrement favorables, avec des vents soutenus ( $\approx 15$  m/s) et une altitude élevée, propices à des installations éoliennes à grande échelle. Les autorités examinent également les modalités de raccordement au réseau national ainsi que les synergies avec les parcs existants, notamment à Zaafarana, afin d'optimiser les coûts et les délais de déploiement

## **IRAK**

### **1. UN PÉTROLIER CHINOIS CHARGÉ DE PÉTROLE IRAKIEN PASSE LE DÉTROIT D'ORMUZ**

Un pétrolier battant pavillon chinois a traversé le détroit d'Ormuz le 11 avril transportant du pétrole irakien. La Chine est le principal client de l'Irak, représentant plus du tiers de ses exportations de pétrole avant le conflit, suivie de l'Inde (25 %) et de l'Europe (8 %). Le 6 avril, le ministre irakien des Affaires étrangères avait déclaré que l'Irak avait obtenu des autorités iraniennes un droit de passage du détroit d'Ormuz pour les pétroliers transportant du pétrole irakien.

### **2. REPRISE DE LA PRODUCTION DE GAZ SUR LE SITE DE KHOR MOR**

La société Dana Gas a annoncé la reprise de sa production de gaz sur son site de Khor Mor, dans le Kurdistan irakien, pour un volume de 500 millions de pieds cube par jour. La production du site avait été interrompue pendant 10 jours au début du conflit puis relancée seulement par intermittence depuis.

### **3. EXPORTATION DE PÉTROLE DU SUD DE L'IRAK VERS LA TURQUIE**

La compagnie publique *North Oil Company* a reçu le 10 avril dans une installation de stockage proche de Kirkouk une première livraison par camions-citernes de pétrole produit par les champs de la région de Bassora au sud du pays. Le pétrole sera exporté jusqu'au port de Ceyhan via l'oléoduc Kurdistan-Turquie. L'installation de stockage a une capacité de traitement de 90 000 barils/jour (b/j). Ce volume s'ajoute aux 250 000 b/j déjà exportés via l'oléoduc vers la Turquie : 230 000 b/j produit par les champs de Kirkouk et 20 000 b/j produit par les compagnies de la région du Kurdistan. La voie nord permet à l'Irak d'exporter une petite quantité du pétrole des champs de Bassora.

## **IRAN**

### **1. PROJET DE LOI SUR LE PASSAGE DU DÉTROIT D'ORMUZ**

Le Parlement iranien finalise son projet de loi sur le passage du Détroit, intitulé "Action stratégique pour la sécurité et le développement durable du détroit d'Ormuz et du golfe Persique". Le texte vise à imposer des frais de péage et de guidage aux navires étrangers traversant le détroit. Selon les termes de cette dernière mouture du projet, les armateurs seraient contraints de payer les frais de passage en Rials iraniens, une décision conçue pour soutenir la monnaie iranienne dont la valeur a été divisée par 6 depuis trois ans. Les dirigeants iraniens estiment que cette initiative pourrait générer des revenus annuels avoisinant les 80 Mds USD, offrant une alternative aux revenus pétroliers traditionnels (qui oscillent entre 50 et 60 Mds USD/an). Les revenus générés seront répartis à hauteur de 30 % pour le renforcement des capacités militaires et 70 % pour l'action sociale et le développement économique

## 2. BILAN DES FRAPPES AÉRIENNES

La porte-parole du gouvernement iranien, Fatemeh Mohajerani, a annoncé que l'estimation initiale des dommages directs causés à l'Iran par la guerre s'élève à environ 270 Mds USD. Cette estimation sera affinée dans les prochaines semaines.

## 3. NIVEAU RECORD D'EXPORTATION DE GAZ VERS L'IRAK

Selon le Ministère iranien du pétrole, les exportations de gaz naturel vers l'Irak auraient atteint le niveau record de 20 millions de mètres cubes par jour depuis le début du conflit en cours.

## 4. TRÈS FORTE HAUSSE DES PRODUITS DE BASE

Conséquence des hostilités, l'inflation touchant les produits de base en Iran continue d'accélérer : + 140 % pour le pain et les céréales de base ; +190 % pour les œufs ; +310 % pour l'huile de cuisson.

## 5. LIVRAISON DE PÉTROLE BRUT À L'INDE

Selon *TankerTrackers*, qui analyse au jour le jour les enlèvements de pétrole iranien, une cargaison massive de 2 millions de barils de pétrole brut iranien a bien été livrée à l'Inde en fin de semaine dernière, à un tarif supérieur au prix du *Brent* coté le même jour.

# ISRAËL

## 1. ÉVALUATIONS CONTRADICTOIRES SUR LE COUT DE LA GUERRE

L'évaluation du coût de la guerre déclenchée le 28 février par Israël et les Etats-Unis fait l'objet d'un différend budgétaire entre le ministère israélien des Finances et l'appareil sécuritaire, avec des estimations oscillant entre 35 et 65 Mds ILS. Le Trésor défend une lecture restrictive de 35 Mds ILS, répartis entre 22 Mds ILS pour la défense, 12 Mds ILS pour les indemnités économiques et 1 Md ILS pour les services civils, affirmant que les réserves actuelles suffisent à éviter une réouverture du budget national. À l'opposé, le ministère de la Défense juge ces chiffres sous-évalués et réclame une rallonge immédiate de 27 Mds ILS : l'armée estime que la seule confrontation avec l'Iran a coûté 39 Mds ILS, auxquels s'ajoutent 16 Mds ILS pour les opérations au Liban et un besoin critique de 7 Mds ILS pour la prise en charge des blessés.

## 2. CHANGE : LE SHEKEL AU PLUS HAUT FACE AU DOLLAR

La détente géopolitique, marquée par le cessez-le-feu avec l'Iran le 8 avril et les négociations avec le Liban, a porté le shekel à un sommet de 30 ans face au dollar américain. Le 14 avril, le taux de change de référence s'est établi à 3,0190 ILS pour 1 USD (et même 2,9992 en intra-journalier), consolidant une hausse annuelle supérieure à 22 %. Cette dynamique soulève deux enjeux monétaires majeurs : le franchissement du seuil psychologique de 3 ILS et l'éventualité d'une intervention de la Banque d'Israël, soit par des achats directs de devises, soit par un assouplissement de sa politique de taux d'intérêt. Par ailleurs, l'appréciation du shekel a généré une moins-value latente de 2,5 % sur les réserves de change de la Banque centrale en 2025. En réponse, l'institution a décidé de modifier son profil de risque en allouant désormais 25 % de ses actifs aux marchés actions.

## 3. REPRISSE DE L'ACTIVITÉ DES GISEMENTS DE LEVIATHAN ET KARISH

La stabilisation du contexte sécuritaire permet la réactivation des plateformes gazières Leviathan et Karish, dont l'exploitation avait été suspendue durant le conflit. La dépendance temporaire au seul gisement de Tamar avait engendré une pénurie relative et une forte volatilité des prix (en sus de la suspension des exportations vers l'Égypte et la Jordanie). La reprise de Leviathan, suivie de celle de Karish (qui assure à elle seule 40 % de la consommation domestique), devrait garantir la stabilisation des prix sur le marché local et la reprise des flux d'exportation réguliers vers l'Égypte et la Jordanie. En parallèle, la société *NewMed Energy* a signé un protocole d'accord (MOU) pour la vente à l'Égypte de 100 Mds de m<sup>3</sup> (BCM) de gaz issus du gisement offshore chypro-israélien Aphrodite.

## 4. DÉPLOIEMENT D'UN PLAN D'URGENCE POUR SOUTENIR LES PME

Le ministère israélien des Finances a annoncé le 14 avril le lancement, du 19 avril à fin juin, d'un nouveau programme de prêts garantis par l'État visant à soutenir les petites entreprises (CA jusqu'à 25 M ILS) face aux conséquences économiques du conflit. Le dispositif repose sur un taux d'intérêt moyen fixé au taux de base + 1,7 %, un allègement des exigences en matière de collatéral et une garantie d'État renforcée. Il prévoit un report total des remboursements sur six

mois, dont un différé complet de trois mois sur le capital et les intérêts, suivi de trois mois de grâce supplémentaire sur le capital uniquement. Pour les entreprises de taille moyenne, le plan prévoit un moratoire équivalent de six mois sur les fonds étatiques existants, incluant trois mois de grâce complète et une réduction des garanties exigées pour maintenir la continuité de l'activité économique. En parallèle, un dispositif spécifique est maintenu jusque fin juin pour les entreprises situées dans le nord du pays, offrant des conditions encore plus avantageuses, notamment un taux de base + 0,25 %.

## JORDANIE

### 1. FORTE PERFORMANCE DE LA BOURSE D'AMMAN EN MARS

En mars 2026, le volume des transactions à la bourse d'Amman a progressé de +130 % en glissement annuel (g.a.) et de +18 % par rapport au mois de février. Le volume quotidien moyen des transactions a atteint 12,1 M JOD (17,1 M USD), contre 9,9 M JOD (14,0 M USD) en février. L'indice général a par ailleurs augmenté de +1,2 % sur un mois et de +38 % en g.a. Cette performance a été principalement portée par le secteur industriel, dont le volume d'échanges a augmenté de +104 % par rapport au mois de février, notamment les industries chimiques, l'ingénierie et la construction, les industries électriques, ainsi que les secteurs du textile et des industries extractives. Selon Bloomberg, le Amman Stock Exchange s'est classé 13<sup>e</sup> marché boursier le plus performant en 2025, avec une progression d'environ +45 % en g.a., et 1<sup>er</sup> au niveau régional.

### 2. BAISSÉ DE L'IPP SUR LES DEUX PREMIERS MOIS DE 2026

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse de -2,73 % sur les deux premiers mois de 2026, en g.a. L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières ont diminué de -3,4 % alors que ceux des industries extractives et de l'électricité ont augmenté respectivement de +4,9 % et +1,2 % en g.a.

### 3. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC LA SYRIE

Lors de la deuxième session du Conseil supérieur de coordination, qui s'est tenue à Amman le 12 avril, la Jordanie et la Syrie ont signé plus de 20 accords de

coopération et mémorandums d'entente notamment dans les secteurs de l'eau, des transports et de l'énergie. Ces accords visent à accélérer le développement des projets transfrontaliers tels que l'interconnexion électrique et le fret ferroviaire ainsi que les échanges commerciaux. Au-delà de la dimension économique, les discussions ont également porté sur la coopération sécuritaire et la stabilisation du sud de la Syrie, notamment pour lutter contre les trafics d'armes et de stupéfiants et sécuriser la frontière commune.

## LIBAN

### 1. ESTIMATION DU PIB NOMINAL POUR 2024

L'Administration centrale de la Statistique (ACS), rattachée à la présidence du Conseil des Ministres, a publié ce mois-ci les comptes nationaux pour 2024 et revu ceux des années 2020 à 2023.

Pour l'ACS, le PIB nominal en 2024 est de 30,5 Mds USD contre 28 Mds USD pour la Banque mondiale et le FMI. L'ACS estime à 25,9 Mds USD le PIB nominal du Liban en 2023 contre une estimation initiale à 31,6 Mds USD et à 20,4 Mds USD en 2022 contre une estimation initiale à 21,4 Mds USD.

L'institut public précise qu'il évalue à 30% la part du PIB issue de l'économie informelle, soit la même estimation que le FMI et la BM. L'ACS souligne toutefois l'effet de l'inflation (222 % en 2023) et d'une « subvention nette implicite » due à la multiplicité des taux de change à ce moment-là, dont certains constituaient *in fine* des subventions indirectes des importations de produits de première nécessité via les réserves de la banque centrale.

Cette nouvelle estimation du PIB nominal sur la période 2020-2024 aura certainement des répercussions sur les estimations de 2025 et 2026 et pourraient significativement influencer le cours des négociations formelles entre le Liban et le FMI en vue d'un programme, notamment sur la restructuration de la dette et sa soutenabilité à moyen-terme.

### 2. CMA-CGM RACHÈTE FATTAL GROUP

CMA CGM a annoncé la signature d'un accord en vue de l'acquisition de l'intégralité du capital de Fattal Group, groupe familial libanais non coté d'importation et de distribution d'un large portefeuille de produits et

de grandes marques, dont plusieurs font partie du classement Fortune 500 (biens de consommation, pharmaceutiques, électronique...). La finalisation de la transaction, dont le montant n'a pas été communiqué, reste soumise aux autorisations réglementaires. Elle est attendue au troisième trimestre de cette année.

Fondé en 1897 à Damas et basé à Beyrouth, Fattal Group est présent dans huit pays (Liban, Irak, Jordanie, Émirats arabes unis, Algérie, Égypte, France et Chypre) et dispose d'un socle de 88 000 clients.

Pour CMA CGM, cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de renforcement de sa présence sur l'ensemble de la chaîne logistique. En intégrant une plateforme de distribution en aval, notamment sur le segment du « last mile », le groupe étend ses activités au plus près des marchés de consommation, tout en consolidant son ancrage régional.

## PALESTINE

### 1. AL QUDS PHARMA AFFICHE DE SOLIDES RÉSULTATS ET ACCÉLÈRE SON EXPANSION RÉGIONALE

Le groupe *Al-Quds Pharmaceutical Company* a approuvé ses résultats financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, confirmant une performance solide. Le chiffre d'affaires a atteint 48,95 M USD, pour un bénéfice net de 10,26 M USD, tandis que les capitaux propres s'élèvent à 88,2 M USD et les actifs totaux à 114,6 M USD. L'assemblée générale a validé la distribution de dividendes de 2,7 M USD (15 %) ainsi qu'une augmentation de capital de 18 M USD par incorporation de réserves, portant le capital à 36 M USD.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, le groupe poursuit ses investissements en R&D, avec le lancement de plus de 18 nouveaux médicaments, et renforce sa présence à l'export dans 27 pays. Il développe également un projet industriel en Arabie saoudite et étend ses activités aux Émirats arabes unis. L'entreprise a bénéficié l'an dernier d'un don français pour sa filiale à Ramallah, contribuant à étendre les capacités de production actuelles, à optimiser la qualité et l'efficacité énergétique de la production, et à faire l'acquisition d'un système de gestion intelligent des bâtiments (BMS) et d'une presse pour les comprimés pharmaceutiques.

### 2. LANCEMENT D'UNE PLATEFORME NATIONALE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le ministre de l'Économie nationale, Mohammad Al-Amour, a lancé à Ramallah une nouvelle plateforme de commerce électronique, sous le patronage du Premier ministre Mohammad Mustafa, en présence de représentants des secteurs public et privé. Cette initiative vise à accélérer la digitalisation de l'économie palestinienne et à soutenir les commerçants et producteurs locaux, en leur offrant un accès élargi aux marchés.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie progressive engagée depuis 2024, comprenant le développement de services numériques, l'adoption du cadre juridique du commerce électronique et la mise en place de solutions de signature électronique. La plateforme ambitionne de renforcer la compétitivité des produits locaux, de faciliter leur accès aux marchés internationaux et de soutenir l'intégration de la Palestine dans l'économie numérique mondiale. Les autorités mettent également l'accent sur le renforcement des infrastructures numériques, la protection des données et l'accompagnement du secteur privé dans cette transition.

### 3. INFLATION EN FORTE HAUSSE, DISPARITÉS MARQUÉES ENTRE GAZA ET LA CISJORDANIE

Les prix à la consommation en Palestine ont enregistré une hausse mensuelle marquée de 5,27 % en mars 2026, traduisant une pression accrue sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette dynamique reste très contrastée selon les territoires : la bande de Gaza a connu une inflation mensuelle exceptionnelle de 12,42 %, contre 0,75 % en Cisjordanie et 0,62 % à Jérusalem. À Gaza, les hausses ont atteint des niveaux extrêmes, notamment pour les produits alimentaires de base, avec une augmentation de plus de 157 % pour certains légumes séchés et de 104 % pour les pommes de terre, tandis que les prix de l'énergie ont fortement augmenté, avec une bonbonne de gaz atteignant en moyenne 679 shekels.

En glissement annuel, l'inflation s'établit à 3,02 %, masquant toutefois des écarts significatifs : 5,01 % à Gaza, 2,94 % à Jérusalem et 1,40 % en Cisjordanie. Les hausses sont principalement tirées par les produits essentiels (alimentation et carburants), accentuant les déséquilibres entre territoires et illustrant une double

dynamique : une inflation de crise à Gaza et une inflation plus progressive mais structurelle en Cisjordanie et à Jérusalem.

#### **4. RELANCE DU PROGRAMME « BADER » AVEC UNE ENVELOPPE PORTÉE À 70 M ILS**

La *Palestinian Monetary Authority*, en coordination avec le ministère du Travail, a lancé la deuxième phase du programme de financement "Bader", destinée aux travailleurs ayant perdu leur emploi, notamment en Israël et dans les colonies. Cette nouvelle phase mobilise une enveloppe de 40 M USD (environ 10 M EUR), portant le volume total du programme à 70 M ILS (environ 17,5 M EUR), après une première tranche de 30 M ILS. Le dispositif propose des prêts sans intérêts via les banques et institutions de microfinance, accompagnés de formations et de programmes d'appui à l'entrepreneuriat.

Ce programme vise à favoriser la reconversion vers l'auto-emploi et la création de projets productifs dans un contexte de forte contraction du marché du travail. Il s'inscrit dans une stratégie plus large de soutien à l'inclusion financière et à la résilience économique, avec la possibilité d'augmenter l'enveloppe en fonction de la demande. Les autorités mettent également en avant la digitalisation des procédures via une plateforme dédiée, afin d'accélérer l'accès au financement et d'élargir l'impact du dispositif.

## **SYRIE**

### **1. PUBLICATION DES DONNÉES BUDGÉTAIRES POUR 2025 ET 2026**

Le ministère des Finances syrien a publié un condensé des résultats budgétaires de l'année 2025 ainsi qu'un « budget citoyen » pour l'année 2026, visant à améliorer la transparence des données publiques liées au budget. En 2025, avec des recettes de 3,49 Mds USD et des dépenses de 3,44 Mds USD, la Syrie a enregistré un excédent budgétaire pour la première fois depuis 1990, d'environ 46 M USD. Les recettes étaient constituées principalement des droits de douane (39 %) et de diverses taxes (31 %). Les dépenses ont

principalement concerné les salaires (41 %) et les transferts sociaux (25 %).

Pour 2026, le budget prévoit une forte augmentation des dépenses, qui s'élèveront à 10,5 Mds USD, contre 8,7 Mds USD de recettes, soit un déficit s'élevant à 1,8 Md USD. Avec un PIB estimé par le gouvernement à 30,6 Mds USD en 2025, le déficit représenterait un peu moins de 6 % du PIB. En 2026, les recettes devraient être davantage soutenues par les revenus du secteur pétrolier (28 %). Les dépenses prévues concernent principalement les services publics (41 %) et la défense (33 %). Le gouvernement prévoit également des investissements étrangers et une stratégie de réduction de la pauvreté.

### **2. CONDAMNATION DE LAFARGE POUR FINANCEMENT DU TERRORISME**

Le 13 avril 2026, le tribunal correctionnel de Paris a condamné la société Lafarge et quatre anciens dirigeants pour financement du terrorisme et violation des sanctions internationales. Cette décision constitue une première en France en matière de condamnation d'une entreprise pour financement du terrorisme, à l'issue d'un contentieux long de dix années. Les faits concernent l'exploitation du site de Jalabiya (nord de la Syrie), ouvert en 2010 : entre 2013 et 2014, l'entreprise aurait versé environ 5,5 M EUR à l'État islamique pour maintenir l'activité de cette cimenterie en Syrie. La juridiction a prononcé une amende de 1,125 M EUR contre Lafarge ainsi que des peines de prison de trois à six ans à l'encontre des anciens dirigeants. D'autres acteurs, dont des responsables locaux et intermédiaires, ont également été condamnés.



## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

|                                     | SOURCE                   | ÉGYPTE | IRAK | IRAN | ISRAËL | JORDANIE | LIBAN | PALESTINE | SYRIE |
|-------------------------------------|--------------------------|--------|------|------|--------|----------|-------|-----------|-------|
| POPULATION (MILLIONS) – 2025        | FMI / WEO                | 118,3  | 46   | 86,7 | 10,2   | 11,5     | 5,8   | 5,6       | 25,6  |
| PIB (Mds USD) – 2025                | FMI / WEO                | 349    | 265  | 376  | 665    | 62       | 28    | 14*       | 21*   |
| PIB / HAB. (USD) – 2025             | FMI / WEO                | 3190   | 5830 | 4250 | 67000  | 5356     | 4470  | 2593*     | 869*  |
| CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025      | FMI / WEO                | 4,4    | 0,5  | 0,3  | 3,1    | 2,7      | -7,5  | -26,6*    | -1,5* |
| SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025     | FMI / WEO                | -7,2   | -6,3 | -4,3 | 4,9    | -5,3     | 0,4   | -9,5*     | -3,1* |
| DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025       | FMI / WEO                | 84     | 53,1 | 36,4 | 70     | 83,4     | 114   | 86*       | n/a   |
| RATING COFACE 2025                  | COFACE                   | C      | E    | E    | A4     | C        | D     | n/a       | n/a   |
| INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)     | STATISTIQUES OFFICIELLES | 11,9   | -1,2 | 60   | 1,8    | 1,1      | 15,3  | 48,9      | 15,2  |
| PMI MENSUEL                         | STATISTIQUES OFFICIELLES | 49,8   | n/a  | 39,4 | 50,2   | n/a      | 50,6  | n/a       | n/a   |
| EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025 | DOUANES FRANÇAISES       | 1838   | 418  | 231  | 1885   | 1240     | 540   | 30        | 30    |
| IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025 | DOUANES FRANÇAISES       | 1214   | 1556 | 51   | 1410   | 60       | 93    | 4         | 4     |

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)